Louis Châtellier, *Religion et piété en Alsace et Lorraine*

Nancy, Annales de l'Est, n° spécial, 2003, 303 p. (bibliogr., tablx., illustr., cartes)

Daniel-Odon Hurel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/2525>

DOI : 10.4000/assr.2525

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2004

Pagination : 53-158

ISBN : 2-222-96754-6

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Daniel-Odon Hurel, « Louis Châtellier, *Religion et piété en Alsace et Lorraine* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 128 | octobre - décembre 2004, document 128.54, mis en ligne le 18 novembre 2005, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/2525> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.2525>

Palomino) et avec l'Accord que le Saint-Siège a signé avec l'Organisation Libre de la Palestine (Leonard Hammer) ; et, dans une quatrième partie, un certain nombre de problèmes relevant de la mise en œuvre de l'Accord : les relations entre Israël et le Vatican (David Rosen), le problème de la liberté d'enseignement de la religion (Moshe Hirsch), celui des pèlerinages (Geoffroy R. Waston), celui des Droits de l'Homme comme fondement de la paix (Giorgo Filibeck). Une cinquième partie examine la situation de l'Église en Terre Sainte : la liberté de religion et de conscience en Israël (Ruth Lapidoth), la position sous Jean-Paul II du Vatican par rapport au Moyen-Orient (Silvio Reffari) ou le problème des chrétiens palestiniens (Drew Christiansen, *sj.*). Un dernier chapitre retrace les relations entre juifs et catholiques sur le dernier demi-siècle (Jack Bemporad).

À travers cet ouvrage, on aura une vue assez précise du contenu et du contexte de l'Accord fondamental, de sa place dans les instruments qui règlent les relations entre États, des problèmes que pose son application mais aussi des problèmes que son application aura permis de résoudre.

Yves Chevalier.

l'un et l'autre et l'on sait aujourd'hui que l'histoire a donné raison au premier : on peut parler de théologie au pluriel et donc de « théologie africaine ».

Afrique oblige, nos auteurs évoquent, en se référant au critère de l'âge, le parcours de ceux qui, les premiers, se mirent à l'ouvrage. Neuf théologiens (V. Mulago, E. Mveng, T. Tshibangu, A. Ngindu, S. Semporé, O. Bimwenyi, B. Bujo, A. Adoukonou, E. Uzukwu) ont été retenus. Six sont congolais, tout comme les maîtres d'œuvre de l'ouvrage, mais à dire vrai, la Faculté de théologie de Kinshasa a toujours été – et demeure – un haut-lieu de la recherche, en théologie comme en d'autres disciplines. Toutefois il est dommage qu'on ait oublié dans ce premier volume le Camerounais Jean-Marc Ela, à la fois sociologue et théologien et dont la notoriété va bien au-delà de l'Afrique et tout aussi bien Anselme Titianma Sanon, aujourd'hui archevêque de Bobo-Dioulasso au Burkina, dont personne ne contesterait aujourd'hui qu'il fut, dès les années 1970, un précurseur de la « théologie africaine ». Dommage aussi que l'anglophonie soit réduite à la portion congrue. Espérons que les prochains volumes combleront ces omissions.

René Luneau.

128.53

BUJO (Bénézet),
ILUNGA MUYA (Juvénal), éd.

Théologie africaine au XXI^e siècle. Quelques figures, vol. 1. Fribourg, Éditions Universitaires, 2002, 191 p.

Ce livre de taille raisonnable publié sous la responsabilité de deux théologiens africains, le premier enseignant à l'Université de Fribourg en Suisse et le second à l'Université urbainienne de Rome, rendra de réels services à ceux et celles qu'intéresse le devenir de la « théologie africaine ». Le titre ne laisse pas de surprendre un peu. Nous ne sommes qu'à l'aube du XXI^e et il est évidemment hors de question de dire ce qu'il réserve à la recherche théologique en Afrique au cours des prochaines décennies. Ce premier volume d'une série qui devrait en compter trois ou quatre nous offre en fait les prolégomènes d'un travail qui s'amorce autour des années soixante lors d'une controverse demeurée fameuse à l'Université Lovanium de Léopoldville entre un étudiant de théologie, Tharcisse Tshibangu, promis à un brillant avenir (longtemps recteur de l'Université Nationale du Zaïre, il est aujourd'hui évêque de Mbuji Mayi en RDC) et le doyen de la Faculté de théologie d'alors, le chanoine Alfred Vanneste. L'ouvrage nous rapporte en annexe les exposés que firent

128.54

CHÂTELLIER (Louis).

Religion et piété en Alsace et Lorraine. Nancy, *Annales de l'Est*, n° spécial, 2003, 303 p. (bibliogr., tabl., illustr., cartes).

Ce recueil propose une vingtaine d'articles publiés par l'auteur durant ces trente dernières années, classés selon quatre grandes approches et ayant pour cadre l'Alsace et la Lorraine des XVII^e et XVIII^e siècles : les rapports entre l'Église et la société, la question des frontières politiques et confessionnelles, la question de la sainteté et des sensibilités religieuses et enfin, les idées ou les liens entre savoir, culture et religion. À travers ces quatre axes et quel que soit le sujet abordé, on retrouve l'attention toute particulière de l'A. portée à la notion d'évolution et de coexistence de la nouveauté et de la tradition dans le catholicisme moderne.

L'A. évoque ainsi l'influence déterminante du concile de Trente dans l'histoire des rapports entre l'Église et la société, au-delà des données structurelles que sont les pratiques bénéficiales qu'il convient, à la suite de l'A., de ne pas assimiler à la notion de corruption ecclésiastique, à travers l'étude des congrégations mariales chères aux jésuites, structurant et formant les différentes strates de la société catholique.

Quant au diocèse de Strasbourg aux XVII^e et XVIII^e siècles étudié sous l'angle de la succession épiscopale, il apparaît comme un exemple particulièrement éclairant de ce que peut signifier l'interpénétration des questions politiques et religieuses. Cette politique catholique offensive tout comme le développement des nouvelles structures que sont les nouvelles familles religieuses, les congrégations et les confrères et consœurs de la Doctrine chrétienne ouvrent la voie non à une vie religieuse figée mais bien plus à ce que l'A. appelle des « sensibilités religieuses » nées des missions, de la diffusion de livres de piété, de la transformation des sanctuaires de pèlerinages, des complémentarités entre prière collective et vie intérieure individuelle. On retrouve enfin une des idées maîtresses de l'œuvre de L.C., la notion d'évolution de la vie religieuse et non d'opposition entre les deux derniers siècles de l'Ancien régime, celle qui naît en particulier de la rencontre entre religion et société à travers la « cristallisation » opérée entre les grands courants spirituels, les formes populaires de dévotion et les traditions familiales et sociales : les bibliothèques en témoignent tout comme le rôle essentiel de l'université de Pont-à-Mousson, les transformations pastorales et enseignantes jusqu'à la confrontation entre Voltaire et des jésuites de Colmar, en passant par l'analyse fine des activités d'un libraire strasbourgeois à la fin du Siècle des Lumières.

Daniel-Odon Hurel.

128.55

CHENAUX (Philippe).

Pie XII. Diplomate et pasteur. Paris, Cerf, 2003, 462 p. (bibliogr., index, chronol., illustr.) (coll. « Histoire Biographie »).

Cette nouvelle biographie de Pie XII répond à une demande des Éditions du Cerf à l'auteur, qui estimaient qu'une « telle biographie, au sens d'un ouvrage scientifique sérieux fondé sur les archives, évitant autant que possible le double piège de l'hagiographie et du réquisitoire, n'existait pas » (p. 15). L'A. a effectivement pu avoir accès aux archives vaticanes récemment ouvertes (Secrétairerie d'État, Saint-Office), et l'on ne peut que s'en réjouir. L'ampleur des sources et de la bibliographie est de son côté impressionnante.

La démarche principale vise à restituer Pie XII au sein du milieu qui l'a formé et qu'il a servi, l'institution centrale du catholicisme romain, la Curie. Il s'agit donc d'une « biographie politique [...] de l'homme d'Église dont la vie se confond avec le service du Saint-Siège » (p. 14). Ayant posé l'orientation de son

travail, l'A., par le biais de la vie d'Eugenio Pacelli, propose l'approche d'un milieu ecclésiastique particulier, celui des prêtres diplomates professionnels du Saint-Siège, menant une carrière où les réseaux de relations et les prises de position doctrinales jouent un rôle non négligeable. Le futur pape sert d'analyste précis des clivages internes à la Curie et de son fonctionnement concret. Il met aussi en évidence l'importance de la Première Guerre mondiale dans la détermination de la conduite de l'Église romaine durant le second conflit planétaire. Le futur Pie XII paraît enfin être un oblat parfait, bien intégré dans sa génération sacerdotale de la fin du pontificat de Léon XIII, qui achève suprêmement la stratégie d'ascension sociale familiale débutée dès le début du XIX^e siècle.

Mais, plus que ces dimensions socio-historiques qui font l'originalité du travail, la question des totalitarismes est bien évidemment attendue, après les récentes biographies à visée polémique-scientifique, dénonçant soit l'anticommunisme forcené soit l'atavique antisémitisme, ou bien les deux ensemble, du pape Pacelli. Ici, en ce qui concerne le génocide des juifs (et l'on se tiendra à cette question qui focalise en fait les débats), la mise au point factuelle est plus que solide : conscience rapide du pape de l'ampleur de l'extermination, volonté de parler pour condamner, nécessité de prendre en compte le destin des catholiques sous domination nazie, importance du cas hollandais dans les décisions finales du pape, tradition de l'action vaticane ancrée dans une approche juridique et diplomatique.

Dans un cadre plus large, qui dépasse sans doute une simple recension, on aurait aimé que l'A. insiste plus sur la réponse faite par le cardinal Secrétaire d'État Eugenio Pacelli à Dietrich von Hildebrand en janvier 1935, qui se plaignait de la passivité des évêques allemands face au nazisme : « Le martyr ne se décrète pas depuis Rome, il doit venir spontanément » (p. 276). En effet, si l'on se situe dans la perspective spirituelle et théologique qui est ici celle de Pacelli, à quel titre un hiérarque pourrait-il prendre sur lui de faire risquer à des chrétiens la persécution et la mort, et donc l'éventuelle apostasie, alors que lui-même ne supporterait aucune des conséquences de sa dénonciation publique ? Le problème est d'ailleurs plus large que celui du pape ou de l'évêque, il est celui de tout responsable politique : à quel titre peut-on être fondé à décider, d'une manière ou d'une autre, de la vie ou de la mort d'autrui, lorsque l'on ne risque soi-même rien ? Et qui pourrait prétendre répondre à cette question *in abstracto* ?